

4° de lijn ”

Metolachloor ESA (metaboliëet CGA 354743)	Voorzorgsbeginsel	1,0 µg/l
---	-------------------	----------

”, wordt ingevoegd tussen de lijn ”Metazachloor ESA” en de lijn ”Methyl-terbuthylether”.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 juni 2018.

Voor de Regering :
De Minister-President,
W. BORSUS
De Minister van Leefmilieu,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/203137]

29 MAI 2018. — Arrêté ministériel relatif au contenu et aux modalités de participation et d'organisation de la formation permanente de certificateur PEB d'unité résidentielle

Le Ministre de l'Energie,

Vu le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, l'article 50;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments, l'article 78, alinéa 2;

Vu le rapport du 22 mars 2018 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu la demande d'avis dans un délai de trente jours, adressée au Conseil d'État le 2 mai 2018, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'absence de communication de l'avis dans ce délai;

Vu l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2010/31/UE du Parlement européen et du Conseil du 19 mai 2010 sur la performance énergétique des bâtiments.

Art. 2. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret du 28 novembre 2013 : le décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

2° l'arrêté du 15 mai 2014 : l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014 portant exécution du décret du 28 novembre 2013 relatif à la performance énergétique des bâtiments;

3° l'Administration : l'administration visée à l'article 2, 4°, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014;

4° le centre : le centre disposant d'un agrément en qualité de centre de formation de certificateur PEB;

5° le certificateur PEB d'unité résidentielle : la personne physique disposant d'un agrément en qualité de certificateur PEB d'unité résidentielle, conformément à l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014;

6° le logiciel : le logiciel visé à l'article 38 du décret du 28 novembre 2013;

7° la formation permanente : la formation visée à l'article 50 du décret du 28 novembre 2013.

Art. 3. § 1^{er}. L'Administration organise au maximum deux formations permanentes par année en tenant compte des éléments suivants :

1° les évolutions réglementaires en matière de performance énergétique des bâtiments;

2° les évolutions de la méthode de calcul, du protocole et du logiciel visés à l'article 38 du décret du 28 novembre 2013 et à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014;

3° le contenu de la formation reçue par les certificateurs PEB d'unité résidentielle dans le cadre de la formation visée à l'article 57 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 15 mai 2014.

Les formations permanentes sont données par les centres ou par l'Administration, selon les modalités pratiques qu'elle détermine.

L'Administration identifie les certificateurs PEB d'unité résidentielle tenus de suivre la formation permanente.

§ 2. La formation permanente peut aboutir à une évaluation permettant au certificateur PEB d'unité résidentielle d'identifier les éléments de la méthode, du protocole ou de la réglementation dont la connaissance peut être améliorée.

En fonction des résultats de cette évaluation, l'Administration peut mettre en place des modules de formation complémentaire à disposition des certificateurs PEB d'unité résidentielle ayant suivi la formation permanente. Ces modules complémentaires sont organisés par l'Administration ou par les centres.

L'Administration détermine les modalités de communication des résultats obtenus à l'issue de la formation.

§ 3. L'Administration publie sur son site internet les modalités d'inscription à la formation permanente et les dates des sessions planifiées.

Art. 4. Lorsque la formation permanente est donnée par l'Administration, elle :

1° confirme aux certificateurs PEB d'unité résidentielle leur inscription et leur communique les lieux, les dates et les modalités pratiques de la formation permanente;

2° met à disposition de chaque certificateur PEB d'unité résidentielle inscrit à la formation permanente les supports de la formation permanente;

3° met à disposition de chaque certificateur PEB d'unité résidentielle inscrit à la formation permanente, si la formation s'effectue à distance, les informations et accès nécessaires au bon déroulement de la formation;

4° met à disposition de chaque certificateur PEB d'unité résidentielle inscrit à la formation permanente, si la formation ne s'effectue pas à distance, les locaux et le matériel nécessaires au bon déroulement de la formation permanente;

5° communique aux certificateurs PEB d'unité résidentielle le rapport relatif à leur participation à la formation permanente, au format papier ou par voie électronique.

Art. 5. Lorsque la formation permanente est donnée par les centres, l'Administration met à leur disposition les éléments suivants :

1° la liste des certificateurs PEB d'unité résidentielle tenus de suivre la formation permanente;

2° les supports pédagogiques de la formation permanente, comprenant au minimum les éléments suivants :

a) la version mise à jour du logiciel;

b) le contenu pédagogique de la formation établi sur des diapositives ou sur tout autre support.

Les ressources visées au 1° et au 2° peuvent être mises à disposition des centres par voie électronique.

Art. 6. § 1^{er}. Lorsque la formation permanente est assurée par les centres, chaque centre :

1° admet à la formation permanente les seuls certificateurs PEB d'unité résidentielle repris dans la liste mise à disposition par l'Administration, et utilise cette liste aux seules fins de la formation permanente;

2° confirme aux certificateurs PEB d'unité résidentielle leur inscription et leur communique les lieux, les dates et les modalités pratiques de la formation permanente;

3° utilise, exclusivement, chacun des supports pédagogiques et administratifs de la formation permanente mis à disposition par l'Administration;

4° ne modifie pas le contenu des supports de la formation permanente, et utilise d'autres supports uniquement avec l'accord préalable écrit de l'Administration;

5° met à disposition de chaque certificateur PEB d'unité résidentielle inscrit à la formation permanente les supports de la formation permanente;

6° met à disposition de chaque certificateur PEB d'unité résidentielle inscrit à la formation permanente les locaux et le matériel nécessaires au bon déroulement de la formation permanente;

7° communique à l'Administration le rapport relatif à la participation des certificateurs PEB d'unité résidentielle à la formation permanente, au format papier et par voie électronique;

8° sauf autorisation préalable demandée au moyen du formulaire mis à disposition par l'Administration, fait appel exclusivement aux formateurs renseignés dans la demande d'agrément en tant que centre de formation.

Le rapport visé au 7° est établi conformément au modèle mis à disposition par l'Administration.

§ 2. Les supports de la formation permanente sont réservés exclusivement à la formation des certificateurs PEB d'unité résidentielle.

Ils ne font l'objet d'aucune forme de diffusion, partielle ou intégrale, en dehors du cadre de la formation, sauf accord préalable écrit de l'Administration.

Les supports de la formation permanente sont la propriété exclusive de l'Administration.

L'Administration peut assister à la formation.

§ 3. Lorsqu'ils sont organisés par les centres, les modules de formation complémentaires sont soumis aux règles contenues aux paragraphes 1^{er} et 2.

Art. 7. Un comité de suivi réunissant le centre et l'Administration peut se tenir en vue :

1° d'analyser et de remédier aux dysfonctionnements de la formation permanente ou de son organisation;

2° d'évaluer les adaptations du contenu pédagogique de la formation permanente;

3° d'émettre un avis sur la qualité de la formation permanente ou des formateurs.

Le comité de suivi est constitué d'un ou plusieurs représentants de l'Administration, d'un ou deux représentants du centre et de tout autre membre coopté.

Le centre assure le secrétariat du comité de suivi.

Namur, le 29 mai 2018.

J.-L. CRUCKE

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2018/203137]

29. MAI 2018 — Ministerieller Erlass über den Inhalt und die Modalitäten für die Teilnahme an und die Organisation der ständigen Weiterbildung als PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten

Der Minister für Energie,

Aufgrund des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, Artikel 50;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden, Artikel 78, Absatz 2;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 22. März 2018;

Aufgrund des am 2. Mai 2018 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In Erwägung der fehlenden Abgabe dieses Gutachtens binnen derselben Frist;

Aufgrund des Artikels 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

Beschließt:

Artikel 1 - Durch den vorliegenden Erlass wird die Richtlinie 2010/31/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 19. Mai 2010 über die Gesamtenergieeffizienz von Gebäuden teilweise umgesetzt.

Art. 2 - Zur Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Begriffsbestimmungen:

1° das Dekret vom 28. November 2013: das Dekret vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

2° der Erlass vom 15. Mai 2014: der Erlass der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 zur Ausführung des Dekrets vom 28. November 2013 über die Energieeffizienz von Gebäuden;

3° die Verwaltung: die in Artikel 2 Ziffer 4 des Erlasses vom 15. Mai 2014 erwähnten Verwaltungsbehörde;

4° das Zentrum: das Zentrum, das über eine Zulassung als Ausbildungszentrum für PEB-Ausweisaussteller verfügt;

5° der PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten; die natürliche Person, die über eine Zulassung als PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten gemäß dem Erlass vom 15. Mai 2014 verfügt;

6° die Software: die in Artikel 38 des Dekrets vom 28. November 2013 genannte Software;

7° die ständige Weiterbildung: die in Artikel 50 des Dekrets vom 28. November 2013 erwähnte Weiterbildung.

Art. 3 - § 1 - Die Verwaltung veranstaltet höchstens zwei ständige Weiterbildungslehrgänge pro Jahr unter Berücksichtigung der folgenden Elemente:

1° die verordnungsrechtlichen Anpassungen im Bereich der Energieeffizienz von Gebäuden;

2° die Anpassungen der Berechnungsmethode, der Vorgehensweise und des Computerprogramms im Sinne von Artikel 38 des Dekrets vom 28. November 2013 und von Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014;

3° der Inhalt der von den PEB-Ausweisausstellern für Wohneinheiten erhaltenen Ausbildung im Rahmen der in Artikel 57 des Erlasses Wallonischen Regierung vom 15. Mai 2014 genannten Ausbildung.

Die ständigen Weiterbildungslehrgänge werden von den Zentren oder der Verwaltung nach den von ihr festgelegten Modalitäten gegeben.

Die Verwaltung identifiziert die PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten, die die ständige Weiterbildung ablegen müssen.

§ 2. Die ständige Weiterbildung kann zu einer Bewertung führen, die dem PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten erlaubt, die Elemente der Methode, der Vorgehensweise oder der Regelung zu bestimmen, deren Kenntnis verbessert werden kann.

Je nach den Ergebnissen dieser Bewertung kann die Verwaltung zusätzliche Ausbildungsmodule veranstalten, die den PEB-Ausweisausstellern für Wohneinheiten, die die ständige Weiterbildung besucht haben, zur Verfügung stehen. Diese zusätzlichen Ausbildungsmodule werden von der Verwaltung oder von den Zentren veranstaltet.

Die Verwaltung bestimmt die Modalitäten für die Mitteilung der nach der Ausbildung erzielten Ergebnisse.

§ 3. Die Verwaltung veröffentlicht die Modalitäten für die Anmeldung zur ständigen Weiterbildung sowie das Datum der geplanten Sitzungen auf ihrer Webseite.

Art. 4 - Die Verwaltung, wenn sie die ständige Weiterbildung vermittelt:

1° übermittelt den PEB-Ausweisausstellern für Wohneinheiten eine Bestätigung ihrer Anmeldung und teilt ihnen Ort, Datum und praktische Modalitäten der ständigen Weiterbildung mit;

2° stellt jedem zur ständigen Weiterbildung angemeldeten PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten das Ausbildungsmaterial zur Verfügung;

3° stellt jedem zur ständigen Weiterbildung angemeldeten PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten, wenn es sich um eine Fernausbildung handelt, die bzw. den zum guten Ablauf der Ausbildung notwendigen Informationen und Zugang zur Verfügung;

4° stellt jedem zur ständigen Weiterbildung angemeldeten PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten, wenn es sich um eine Fernausbildung handelt, die bzw. den zum guten Ablauf der Ausbildung notwendigen Räume und Computerausrüstung zur Verfügung;

5° übermittelt den PEB-Ausweisausstellern für Wohneinheiten in Papierform und auf elektronischem Wege den Bericht über ihre Teilnahme an der ständigen Weiterbildung.

Art. 5 - Wenn die ständige Weiterbildung von den Zentren vermittelt wird, stellt ihnen die Verwaltung die folgenden Elemente zur Verfügung:

1° die Liste der PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten, die an der ständigen Weiterbildung teilnehmen müssen;

2° das Lehrmaterial für die ständige Weiterbildung, das mindestens die folgenden Elemente umfasst:

a) die aktualisierte Version der Software;

b) den auf Diapositiven oder jeglichem anderen Träger festgehaltenen Lehrinhalt.

Die in Ziffer 1 und 2 genannten Hilfsmittel können den Zentren elektronisch zur Verfügung gestellt werden.

Art. 6 - § 1 - Jedes Zentrum, wenn die ständige Weiterbildung von den Zentren vermittelt wird:

1° lässt nur diejenigen PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten zur ständigen Weiterbildung zu, die auf der von der Verwaltung bereitgestellten Liste stehen, und verwendet diese Liste nur zum Zwecke der ständigen Weiterbildung;

2° übermittelt den PEB-Ausweisausstellern für Wohneinheiten eine Bestätigung ihrer Anmeldung und teilt ihnen Ort, Datum und praktische Modalitäten der ständigen Weiterbildung mit;

3° verwendet ausschließlich das ganze von der Verwaltung zur Verfügung gestellte Lehrmaterial und alle verwaltungstechnischen Instrumente der ständigen Weiterbildung;

4° ändert nichts an dem Inhalt des Materials der ständigen Weiterbildung und verwendet andere Instrumente nur mit der vorherigen schriftlichen Genehmigung der Verwaltung;

5° stellt jedem zur ständigen Weiterbildung angemeldeten PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten das Ausbildungsmaterial zur Verfügung;

6° stellt jedem zur ständigen Weiterbildung angemeldeten PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten die bzw. den zum guten Ablauf der Ausbildung notwendigen Räume und Computerausrüstung zur Verfügung;

7° übermittelt der Verwaltung in Papierform und auf elektronischem Wege den Bericht über die Teilnahme der PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten an der ständigen Weiterbildung;

8° zieht ausschließlich die im Antrag auf Zulassung als Ausbildungszentrum identifizierten Ausbilder hinzu, es sei denn, eine anhand des von der Verwaltung zur Verfügung gestellten Formulars beantragte Genehmigung wurde vorher erteilt.

Der in Ziffer 7 genannte Bericht wird nach dem von der Verwaltung bereitgestellten Muster erstellt.

§ 2. Das Ausbildungsmaterial der ständigen Weiterbildung wird ausschließlich zur Ausbildung der PEB-Ausweisaussteller für Wohneinheiten genutzt.

Außerhalb des Rahmens der Ausbildung wird es nach außen hin keineswegs verbreitet, sei es ganz oder teilweise, außer mit der vorherigen, schriftlichen Genehmigung der Verwaltung.

Das Ausbildungsmaterial der ständigen Weiterbildung ist exklusives Eigentum der Verwaltung.

Die Verwaltung kann der Ausbildung beiwohnen.

§ 3. Wenn sie von den Zentren organisiert werden, unterliegen die zusätzlichen Ausbildungsmodule den in den Paragraphen 1 und 2 aufgeführten Regeln.

Art. 7 - Das Zentrum und die Verwaltung können in einem Überwachungsausschuss zusammentreten, um:

1° die Funktionsstörungen bei der ständigen Weiterbildung oder deren Gestaltung zu analysieren und zu beheben;

2° die Anpassungen des Lehrinhalts der ständigen Weiterbildung zu bewerten;

3° die Qualität der ständigen Weiterbildung oder der Ausbilder zu begutachten.

Der Überwachungsausschuss setzt sich aus einem bzw. mehreren Vertreter(n) der Verwaltung, einem bzw. zwei Vertreter(n) des Zentrums und jeglichem kooptierten Mitglied zusammen.

Das Sekretariat des Überwachungsausschusses wird von dem Zentrum wahrgenommen.

Namur, den 29. Mai 2018

J.-L. CRUCKE

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2018/203137]

29 MEI 2018. — Ministerieel besluit betreffende de inhoud en de modaliteiten inzake deelname aan en organisatie van de permanente opleiding van EPB-certificeerder residentiële eenheid

De Minister van Energie,

Gelet op het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, artikel 50;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen, artikel 78, tweede lid;

Gelet op het rapport van 22 maart 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op de adviesaanvraag binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 2 mei 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2° van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het gebrek aan adviesverlening binnen die termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973,

Besluit :

Artikel 1. Richtlijn 2010/31/EU van het Europees Parlement en de Raad van 19 mei 2010 betreffende de energieprestatie van gebouwen wordt gedeeltelijk omgezet bij dit besluit.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° het decreet van 28 november 2013 : het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

2° het besluit van 15 mei 2014 : het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014 tot uitvoering van het decreet van 28 november 2013 betreffende de energieprestatie van gebouwen;

3° de Administratie : de administratie bedoeld in artikel 2, 4°, van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014;

4° het centrum : het centrum dat over een erkenning beschikt als opleidingscentrum van EPB-certificeerder;

5° EPB- certificeerder residentiële eenheid : de natuurlijke persoon die over een erkenning beschikt als EPB-certificeerder residentiële eenheid, overeenkomstig het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014;

6° software : de software bedoeld in artikel 38 van het decreet van 28 november 2013;

7° permanente opleiding: de opleiding bedoeld in artikel 50 van het decreet van 28 november 2013.

Art. 3. § 1. De Administratie organiseert maximum twee permanente opleidingen per jaar rekening houdend met de volgende elementen :

1° de reglementaire evoluties inzake energieprestatie van de gebouwen;

2° de evoluties in de berekeningsmethode, het protocol en de software bedoeld in artikel 38 van het decreet van 28 november 2013 en in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 3 mei 2014;

3° de inhoud van de opleiding gekregen door de EPB-certificeerders residentiële eenheid in het kader van de opleiding bedoeld in artikel 57 van het besluit van de Waalse Regering van 15 mei 2014.

De permanente opleidingen worden gegeven door de centra of de Administratie, volgens de praktische modaliteiten die zij bepaalt.

De Administratie identificeert de EPB-certificeerders residentiële eenheid die de permanente opleiding dienen te volgen.

§ 2. De permanente opleiding kan leiden tot een evaluatie die de EPB-certificeerder residentiële eenheid in staat stelt om de elementen van de methode, het protocol of reglementering waarvan de kennis kan worden verbeterd, te identificeren.

In functie van de resultaten van deze evaluatie kan de Administratie bijkomende opleidingsmodules invoeren ter beschikking van de EPB-certificeerders residentiële eenheid die de permanente opleiding gevolgd hebben. Deze bijkomende modules worden georganiseerd door de Administratie of door de centra.

De Administratie bepaalt de regels voor het mededelen van de resultaten behaald na afloop van de opleiding.

§ 3. De Administratie maakt de inschrijvingsmodaliteiten voor de permanente opleiding en de geplande data van de zittingen op haar internetsite bekend.

Art. 4. De volgende acties worden door de Administratie ondernomen als zij de permanente opleiding geeft :

1° zij bevestigt de inschrijving van de EPB-certificeerders residentiële eenheid en geeft hen kennis van de plaatsen, de data en de praktische modaliteiten van de permanente opleiding;

2° zij stelt de permanente opleidingsdragers ter beschikking van elke EPB-certificeerder residentiële eenheid die voor de permanente opleiding ingeschreven is;

3° als de opleiding op afstand plaatsvindt, stelt zij de informatie en de toegangen die nodig zijn voor het goede verloop van de opleiding ter beschikking van elke EPB-certificeerder residentiële eenheid die voor de permanente opleiding ingeschreven is;

4° als de opleiding niet op afstand plaatsvindt, stelt zij de lokalen en het materiaal die nodig zijn voor het goede verloop van de permanente opleiding ter beschikking van elke EPB-certificeerder residentiële eenheid die voor de permanente opleiding ingeschreven is;

5° zij maakt het rapport over de deelname van de EPB-certificeerders residentiële eenheid aan de EPB-certificeerders residentiële eenheid over op papieren drager en langs de elektronische weg.

Art. 5. Wanneer de permanente opleiding door de centra wordt gegeven, stelt de Administratie de volgende elementen ter beschikking van de centra :

1° de lijst van de EPB-certificeerder residentiële eenheid die de permanente opleiding dienen te volgen;

2° de pedagogische dragers voor de permanente opleiding, met minimum de volgende elementen :

a) de bijgewerkte versie van de software;

b) de pedagogische inhoud van de opleiding vastgelegd op dia's of op elke andere drager.

De hulpmiddelen bedoeld in 1° en 2° kunnen ter beschikking van de centra gesteld worden langs de elektronische weg.

Art. 5. § 1. Wanneer de permanente opleiding door de centra wordt verricht, moet elk centrum de volgende taken uitvoeren :

1° het centrum laat slechts de EPB-certificeerder residentiële eenheid die op de door de Administratie ter beschikking gestelde lijst opgenomen zijn toe op de permanente opleiding en gebruikt deze lijst enkel voor de permanente opleiding;

2° het centrum bevestigt de inschrijving van de EPB-certificeerders residentiële eenheid en geeft hen kennis van de plaatsen, de data en de praktische modaliteiten van de permanente opleiding;

3° het centrum gebruikt, uitsluitend, elk van de door de Administratie ter beschikking gestelde pedagogische en administratieve dragers voor de permanente opleiding;

4° het centrum wijzigt de inhoud van de opleidingsdragers niet en gebruikt andere dragers enkel en alleen met de voorafgaande schriftelijke toestemming van de Administratie;

5° het centrum stelt de permanente opleidingsdragers ter beschikking van elke EPB-certificeerder residentiële eenheid die voor de permanente opleiding ingeschreven is;

6° het centrum stelt de lokalen en het materiaal die nodig zijn voor het goede verloop van de permanente opleiding ter beschikking van elke EPB-certificeerder residentiële eenheid die voor de permanente opleiding ingeschreven is;

7° het centrum maakt het rapport over de deelname van de EPB-certificeerders residentiële eenheid aan de permanente opleiding aan de Administratie over op papieren drager en langs de elektronische weg;

8° het centrum doet uitsluitend een beroep op de opleiders die in de erkenningsaanvraag opgegeven worden als opleidingscentrum, behoudens voorafgaande toestemming aangevraagd via het door de Administratie ter beschikking gestelde formulier.

Het rapport bedoeld in 7° wordt opgemaakt overeenkomstig het door de Administratie ter beschikking gestelde model.

§ 2. De dragers voor de permanente opleiding zijn uitsluitend voor de opleiding van de EPB-certificeerders residentieële eenheid bestemd.

Ze worden in geen enkele vorm verspreid, noch gedeeltelijk noch integraal, buiten het kader van de opleiding, behalve voorafgaand schriftelijk akkoord van de Administratie.

De dragers voor de permanente opleiding behoren uitsluitend toe aan de Administratie.

De Administratie kan de opleiding bijwonen.

§ 3. Wanneer ze door de centra worden georganiseerd, worden de bijkomende opleidingsmodules onderworpen aan de regels bedoeld in de paragrafen 1 en 2.

Art. 6. Een opvolgingscomité dat het centrum en de Administratie bijeenbrengt kan gehouden worden ondermeer :

1° om de slechte werking van de permanente opleiding en van de desbetreffende organisatie te analyseren en te verhelpen;

2° om de aanpassingen van de pedagogische inhoud van de permanente opleiding te evalueren;

3° om advies over de kwaliteit van de permanente opleiding of de opleiders te geven.

Het opvolgingscomité bestaat uit één of meer vertegenwoordigers van de Administratie, uit één of twee vertegenwoordigers van het centrum en uit elk ander gecoöpteerd lid.

Het centrum neemt het secretariaat van het opvolgingscomité waar.

Namen, 29 mei 2018.

J.-L. CRUCKE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2018/12830]

3 MEI 2018. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende opheffing van het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 november 2001 houdende vaststelling van de modaliteiten tot oprichting van een reservefonds bij de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 18 januari 2001 houdende organisatie en werking van Actiris, artikels 31 en 39;

Gelet op de ordonnantie van 14 juni 2018 houdende verschillende procedurewijzigingen inzake tewerkstelling en economie, artikel 10bis;

Gelet op de gecoördineerde wetten op de Raad van State van 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op het advies van het beheerscomité van Actiris, gegeven op 22 maart 2018;

Overwegende dat het complex genaamd "Bourse Center" op 23 maart 2017 door Actiris, de vroegere Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling, werd verkocht aan het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat Actiris over geen enkel project meer beschikt dat voldoet aan de toewijzingen uit het reservefonds voorzien door het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 november 2001 houdende vaststelling van de modaliteiten tot oprichting van een reservefonds bij de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling;

Overwegende dat het reservefonds bijgevolg geen bestaansreden meer heeft;

Op voorstel van de minister bevoegd voor Tewerkstelling en Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 8 november 2001 houdende vaststelling van de modaliteiten tot oprichting van een reservefonds bij de Brusselse Gewestelijke Dienst voor Arbeidsbemiddeling wordt opgeheven.

Art. 2. Dit besluit treedt in werking de dag van publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2018/12830]

3 MAI 2018. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'abrogation de l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la création d'un fonds de réserve auprès de l'Office régional bruxellois de l'Emploi

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 18 janvier 2001 portant organisation et fonctionnement d'Actiris, les articles 31 et 39 ;

Vu l'ordonnance du 14 juin 2018 portant diverses modifications procédurales en matière d'emploi et d'économie, l'article 10bis ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er} ;

Vu l'avis du Comité de gestion d'Actiris, donné le 22 mars 2018 ;

Considérant que le complexe dénommé « Bourse Center » a été vendu par Actiris, anciennement Office régional bruxellois de l'emploi, à la Région de Bruxelles-Capitale le 23 mars 2017 ;

Considérant qu'Actiris n'a plus de projet qui répond aux affectations du fonds de réserve prévues par l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la création d'un fonds de réserve auprès de l'Office régional bruxellois de l'Emploi ;

Considérant que le fonds de réserve n'a dès lors plus de raison d'être ;

Sur la proposition du Ministre chargé de l'Emploi et de l'Economie ;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. L'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 8 novembre 2001 fixant les modalités relatives à la création d'un fonds de réserve auprès de l'Office régional bruxellois de l'Emploi est abrogé.

Art. 2. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.